Les rumeurs et la téléphonie mobile participation et résistance dans la Chine contemporaine

Liu, Jun

Published in:

Participations. Revue de sciences sociales sur la démocratie et la citoyenneté

DOI:

[10.3917/parti.017.0059](https://doi.org/10.3917/parti.017.0059)

Publication date:

2017

Document version

Version blev oprettet som del af udgivelsesprocessen; udgivers layout; normalt ikke offentligt tilgængeligt

Citation for published version (APA):

Liu, J. (2017). Les rumeurs et la téléphonie mobile: participation et résistance dans la Chine contemporaine. *Participations. Revue de sciences sociales sur la démocratie et la citoyenneté*, 1(17), 59 - 90.
<https://doi.org/10.3917/parti.017.0059>

Les rumeurs et la téléphonie mobile : participation et résistance dans la Chine contemporaine¹

Jun Liu (traduction : David Rochefort)

« La rumeur est une prise de parole spontanée »
(KAPFERER, 1990, p. 14).

Résumé

Cet article présente les caractéristiques et la nature des rumeurs diffusées par téléphone portable en Chine contemporaine. Cette enquête, portant sur six cas d'étude et basée sur une cinquantaine d'entretiens approfondis, étudie comment les rumeurs colportées par téléphone portable sont devenues une forme à part entière de résistance populaire. Le bas coût et la facilité d'accès aux téléphones ont considérablement réduit le seuil de protestation et offert aux gens, en particulier ceux sans grandes compétences technologiques, une opportunité inédite d'organisation, de coordination ou de résistance. La visibilité mutuelle permise par un réseau de téléphones portables ancré dans des relations interpersonnelles (*guanxi*) augmente la crédibilité de l'information ainsi que le sentiment de sécurité, et encourage ainsi la participation. De plus, la communication mobile synchronique permet l'accumulation des discours de la rumeur, qui devient alors très rapidement résistance. La diffusion de rumeurs par téléphone portable, en tant que nouvelle forme de politique conflictuelle, met en évidence l'opposition à la censure gouvernementale et au contrôle des communications, ainsi que la résistance à l'usage par les autorités des accusations de colporter des rumeurs pour faire taire toute voix divergente. En s'appuyant sur le cas des rumeurs, cette étude tente ainsi d'élargir la compréhension de la participation politique en Chine contemporaine.

La rumeur et les nouveaux médias à l'âge de l'information

L'omniprésence des technologies de communication numérique offre des possibilités sans précédent pour la propagation de rumeurs (par ex. Chen, Lu, Suen, 2016 ; Fisher, 1998 ; Garrett, 2011 ; Harsin, 2006 ; Kwon et al., 2016 ; Solove, 2007 ; Sunstein, 2009). Grâce à la démocratisation de technologies numériques comme Internet et le téléphone portable, les rumeurs se multiplient et peuvent influencer les campagnes électorales (par ex. Garrett, 2011 ; Kolbert, 2009), prospèrent et peuvent nuire aux réputations commerciales (par ex. Solove, 2007 ; Weinberg, Pehlivan, 2011), voire dégénèrent et peuvent provoquer des mouvements de panique dans la société (par ex. Kleinman, Watson, 2006 ; Kwon et al., 2016).

¹ Cet article constitue une version réécrite du chapitre « Mobile Phone Rumors as Nonviolent Resistance » de ma thèse *Mobilized by Mobile Media: How Chinese people use mobile phones to change politics and democracy* (Université de Copenhague, 2013). L'auteur remercie les coordinatrices du dossier, Émilie Frenkiel et Simeng Wang, pour leurs commentaires et suggestions qui ont été hautement appréciés.

Les rumeurs véhiculées par des supports numériques jouent ainsi un rôle politique spécifique dans le contexte chinois (par ex., Abrams, 2010). D'un côté, les autorités s'efforcent de sévir contre ceux qui colportent des rumeurs et d'empêcher leur diffusion, en particulier *via* Internet et les téléphones portables, afin d'étouffer toute contestation et d'assurer la stabilité politique du régime (par ex. Endeshaw, 2004, p. 50, 55, notes 26, 33 ; Ng, 2015). Pour garantir la légitimité de ces mesures, le gouvernement insiste sur la nature fausse, inventée, diffamatoire et irrationnelle des rumeurs. En outre, les rumeurs sont considérées comme « une arme politique “d'un nouveau genre” » (Chen, 2011 ; Smith, 2006) que certaines forces étrangères utiliseraient pour s'attaquer au leadership du Parti communiste chinois (PCC). Des parallèles sont dressés entre les rumeurs et « la pornographie, les jeux d'argent et la drogue », et la propagation de rumeurs est assimilée à une initiative contre-révolutionnaire (Smith, 2006) ou obéirait à des « raisons cachées » (*bieyou yongxin* 别有用心). Celle-ci trouble l'ordre social, perturbe la sécurité publique, voire incite à renverser les pouvoirs publics (Hu, 2011 ; Ministry of Public Security, 1988 ; Zhang, 2010). Dans ce contexte, le gouvernement justifie la répression des rumeurs par la promulgation de lois et de réglementations (The Standing Committee of the National People's Congress, 2005). Les organismes de sécurité publique mènent des opérations de surveillance et des investigations pour rechercher et arrêter ceux qui colportent des rumeurs, pour étouffer les rumeurs et éliminer leurs « effets pernicious » sur la stabilité politique et sociale (*Beijing Daily Messenger*, 2003 ; Li, 2005, p. 197-199 ; Smith, 2006, p. 409-411).

D'autre part, bien que les autorités chinoises s'efforcent d'éradiquer les rumeurs, celles-ci ne cessent de resurgir, plongeant régulièrement la société dans un climat d'anxiété et de nervosité (Li, 2005, 2011 ; Pan, 2008, p. 202 ; Smith, 2006, 2008 ; Wu, 2011). Les plateformes numériques – et notamment les appareils mobiles, les forums en ligne, Weibo et WeChat – sont rapidement devenues des usines à rumeurs en Chine (par ex. Bristow, 2012 ; Gao, 2012 ; Wang, Sun, 2010). D'après un rapport de l'Académie chinoise des sciences sociales, 6 utilisateurs sur 10 de WeChat ont été confrontés à des rumeurs, et plus de 2,1 millions de « rumeurs » y sont effacées chaque jour (Guan et al., 2016). Des rumeurs émergent fréquemment, propagées par les téléphones portables et par Internet ; celles-ci transforment le pays en « République populaire des rumeurs » (Larson, 2011), aggravant les tensions sociales et donnant naissance, ces dernières années, à des actions collectives (Chen, Pan, 2006 ; Ding, 2008 ; Ma, 2008 ; Tai, Sun, 2011). Quelle est la dynamique des rumeurs diffusées par des médias numériques ? Comprendre la rumeur colportée *via* ces médias numériques offre non seulement « un aperçu utile de l'état d'esprit et de l'atmosphère au sein du peuple » (Smith, 2006, p. 407), mais fournit également une approche essentielle pour révéler les problèmes structurels de la société chinoise contemporaine (Li, 2005 ; Young, 2011 ; Zhou, 2010).

Cette étude propose en premier lieu un cadre théorique pour analyser la rumeur en tant que forme de communication non officielle, et formule une méthodologie s'appliquant à la rumeur diffusée *via* les médias numériques en général – et à la rumeur colportée par l'intermédiaire des téléphones portables dans la Chine contemporaine en particulier. Elle détaille ensuite les caractéristiques sociotechniques spécifiques de la rumeur diffusée par téléphonie mobile dans la Chine contemporaine. En troisième lieu, l'étude analyse la propagation de rumeurs afin de découvrir comment celles-ci prolifèrent. Pour nous, la rumeur propagée par les téléphones portables représente, dans la Chine contemporaine, un nouveau type de résistance et de participation politique (van Deth, 2014), entrepris par le peuple pour exprimer sa désobéissance et défier les autorités.

La rumeur comme communication non officielle : un cadre théorique

La rumeur comme communication non officielle

Bien qu'il n'existe pas de consensus dans les sciences humaines et sociales sur la définition d'une rumeur, deux approches globales ont dominé jusqu'à présent. La première traite la rumeur comme un type de message (Berenson, 1952 ; DiFonzo, Bordia, 2007b ; Kapferer, 1990 ; Morin, 1971 ; Peterson, Gist, 1951) ou de proposition (Allport, Postman, 1947 ; Knapp, 1944 ; Rosnow, 1980 ; Rosnow, Fine, 1976), tandis que la seconde considère la rumeur comme une forme d'action collective ou, précisément, de communication (Kapferer, 1990 ; Rosnow, 1988 ; Shibutani, 1966 ; pour une vue d'ensemble, voir Fleub, 1962). La première approche tend à considérer la rumeur comme une information fausse, non vérifiée ou même déformée – ce qui conduit facilement à la considérer comme une fausse information ou même comme de la désinformation (Allport, Postman, 1947 ; Kapferer, 1990 ; Knapp, 1944 ; Rosnow, Fine, 1976 ; Sunstein, 2009). La seconde approche, au contraire, considère la rumeur comme un aspect essentiel du processus collectif de résolution de problème, c'est-à-dire bien plus qu'« une combinaison de mots particulière » (Kapferer, 1990, p. 50 ; Shibutani, 1966, p. 16, 177). Dans son étude sociologique des rumeurs, Shibutani les décrit comme « une forme répétée *de communication par laquelle les hommes, pris ensemble dans une situation ambiguë, cherchent à construire une interprétation sensée en mettant en commun leurs ressources intellectuelles* » (Shibutani, 1966, p. 17) [en italique dans le texte].

Pour gérer les incertitudes de l'existence quand les canaux formels de communication ne sont pas en mesure de fournir des informations fiables ou nécessaires, les hommes produisent des rumeurs – qui font office d'« informations improvisées » – par « une transaction collective ». Qui plus est, « la transformation du contenu de la rumeur – généralement appelée “distorsion” – fait en réalité partie du processus de développement à travers lequel les hommes recherchent la compréhension et le consensus » (p. 16). Dès lors, « la fausseté n'est pas un trait nécessaire de la rumeur » (p. 17), et « la rumeur n'est pas tant la distorsion d'une combinaison de mots que ce qui est possédé en commun ». D'après cet argument, « porter son attention sur les mots, c'est mettre l'accent au mauvais endroit » (Shibutani, 1966, p. 16 ; voir aussi Donovan, 2007 ; Pendleton, 1998, p. 70 ; concernant la discussion sur les médias numériques et la rumeur comme « information improvisée », voir Kwon et al., 2016).

En considérant la rumeur comme une forme de communication, non seulement on la comprend mieux qu'en la considérant comme un mensonge aux effets délétères, mais on dégage un cadre théorique plus large, qui permet de la comprendre comme une forme d'action collective (par ex., Prasad, 1935) visant à donner du sens à des phénomènes et événements inexplicables par le biais d'actes de communication. N'étant pas principalement « un acte déviant » (Miller, 2005, p. 505), la rumeur génère plutôt une communication non officielle en dehors du système établi de communication : le soi-disant « canal institutionnel » (Shibutani, 1966, p. 31-62). En conséquence, il faudrait étudier la dynamique des rumeurs (propagées par les nouveaux médias) en tant que communication non officielle. En ce sens, comme le suggère Knapp (1944, p. 28), porter un regard attentif à une rumeur offre une approche prometteuse pour comprendre « la structure profonde de l'opinion publique » dans une société.

La rumeur et les médias numériques en Chine : méthodes de recherche et cas pratiques

Suivant la définition de Shibutani, nous étudions la rumeur comme une communication non officielle et comme une forme d'action collective, en prenant six exemples de rumeurs propagées par téléphone portable dans la Chine contemporaine. En ce qui concerne le choix des méthodes, certaines critiques affirment que les recherches effectuées en laboratoire sur les rumeurs sont éloignées des circonstances réelles, qu'elles fournissent une description moins précise du processus de propagation d'une rumeur. Par exemple, Peterson et Gist (1951, p. 161) font remarquer que :

« Il est très peu probable que les problèmes méthodologiques [de l'étude des rumeurs] puissent être résolus en appliquant les procédures orthodoxes de simplification et de contrôle utilisées dans la psychologie expérimentale. Les contingences méthodologiques éloignent tellement l'objet de son contexte que les résultats ne se rapportent plus à la rumeur, mais juste à la perception, à la mémoire et au souvenir ».

De la même façon, Bordia et DiFonzo (2002) critiquent le manque d'attention porté au contexte socioculturel dans l'approche psychologique de l'étude des rumeurs, en défendant une approche contextualiste pour décortiquer la rumeur dans un groupe ou une société spécifiques (voir aussi, Rosnow, 1988). Par conséquent, Shibutani défend l'« approche situationnelle » :

« Si les rumeurs sont considérées comme une improvisation coopérative des interprétations, il est évident qu'elles ne peuvent être étudiées de manière fructueuse hors des contextes sociaux au sein desquels elles apparaissent. Elles ne sont pas des informations isolées, mais des phases d'un processus d'adaptation inclusif, et l'analyse du seul contenu symbolique a peu de chance de conduire à une compréhension adéquate. Une reconnaissance de toute rumeur demande une connaissance des sensibilités partagées par les gens et de la manière selon laquelle ils se mobilisent pour agir. » (Shibutani, 1966, p. 23)

Notre étude adopte cette « approche situationnelle » pour analyser la propagation des rumeurs dans la Chine contemporaine. Afin d'arriver à une compréhension directe de la propagation de rumeurs dans des configurations naturelles, notre recherche s'appuie sur des entretiens téléphoniques et un travail de terrain mené en Chine entre 2007 et 2011, comprenant des observations de terrain et des entretiens poussés, en face-à-face, avec des participants qui ont été impliqués dans la propagation de « rumeurs » – selon l'expression des autorités. L'observation de terrain vise à apporter une description nuancée des situations de rumeurs : quand la « rumeur » commence-t-elle à se répandre, quels types de messages ont-ils été mis en circulation, combien de personnes ont-elles été touchées par la « rumeur » en termes de couverture médiatique, quand le gouvernement a-t-il commencé à essayer de contrôler la rumeur, avec quelles méthodes, etc. S'appuyant sur le réseau pour recruter des « populations cachées » qui sont difficiles à atteindre avec d'autres stratégies d'échantillonnage (Salganik, Heckathorn, 2004), la stratégie d'échantillonnage en « boule de neige » a été utilisée pour localiser des participants. Canal de communication interpersonnelle de plus en plus indispensable pour les relations sociales, les téléphones mobiles permettent aux individus au sein d'un réseau d'être joints d'une façon relativement simple et directe. Avec cet échantillonnage en « boule de neige » par les connexions mobiles, 85 personnes ont participé à l'étude, parmi lesquelles 54 ont accepté d'être interviewées.

Le chercheur a en outre employé cinq assistants pour enregistrer les émergences spontanées et le flux de rumeurs dans une configuration de groupe limitée (par exemple des gens qu'ils connaissent déjà bien), afin de décrire plus précisément le processus de propagation de la rumeur et spécifier son évolution dans une situation naturelle. Les cas pratiques incluent trois types de rumeurs.

Le premier type de rumeur déclenche une *panique*, par exemple celle concernant un tremblement de terre au Shanxi en 2010 (Wang, Sun, 2010) et une explosion chimique à Xiangshui en 2011 (Xinhua, 2011). Parmi les rumeurs concernant des catastrophes naturelles, ce sont celles sur les tremblements de terre qui provoquent les plus grandes paniques en Chine, particulièrement depuis le tremblement de terre de Wenchuan en 2008. Les rumeurs qui circulaient dans la province du Shanxi au début de l'année 2010 ont non seulement déclenché une panique généralisée, mais ont également poussé des milliers de personnes, dans des dizaines de villes et districts de la province, à quitter leurs maisons et à se rassembler dans les rues en pleine nuit (*China Daily*, 2010 ; Li, Zhao, 2010 ; Lv, Wang, 2010 ; Wang, Sun, 2010).

Depuis le 6 janvier, à la suite d'exercices de sécurité anti-tremblement de terre conduits dans des hôpitaux locaux, un message évoquant l'imminence d'un tremblement de terre alarmait les habitants, provoquant une grande inquiétude : si aucun tremblement de terre n'était prévu, pourquoi le gouvernement organisait-il de tels exercices (Wang, Sun, 2010) ? Cependant, le gouvernement « resta aveugle »² à l'anxiété des gens et ne s'exprima pas. Cette discrétion officielle accrut l'inquiétude dans plusieurs villes de la province du Shanxi. Vers 3 heures du matin, le 21 février, la rumeur de l'imminence d'un tremblement de terre destructeur circula par bouche-à-oreille – et les téléphones portables accrurent encore le phénomène. Les habitants de plusieurs villes s'enfuirent dans les rues et les parcs pour assurer leur sécurité, envoyant en même temps des textos ou appelant leur famille et amis au sujet de cette information « confirmée » : il y aurait un tremblement de terre de magnitude 6,0 entre 1 heure et 7 heures du matin. Le gouvernement local réfuta ces rumeurs *via* les médias de masse et envoya plus de 20 millions de SMS pour demander de ne pas les transférer et de rentrer chez soi, mais les gens continuèrent à envoyer des alertes *via* leurs téléphones portables et « attendirent un tremblement de terre » jusqu'à l'aube (Xinhua, 2011).

Ce ne sont pas uniquement les rumeurs de catastrophes naturelles qui provoquent des paniques à grande échelle et poussent les gens à fuir pour sauver leur peau. Le 10 février 2011, vers 2 heures du matin, plus de 10 000 habitants de quatre cantons affluèrent en masse dans les rues après qu'un message soit devenu viral, circulant pour l'essentiel par le biais des téléphones portables : une usine chimique allait exploser dans le district côtier de Xiangshui, dans la province du Jiangsu, à l'est de la Chine. Le gouvernement local déclara rapidement que « l'explosion de l'usine chimique » était une rumeur lancée par un villageois nommé Liu Hongshan, qui avait cru – après avoir vu de la « fumée blanche » sortir d'une usine et senti une odeur plus âcre que d'habitude – qu'il y avait des fuites de gaz et que les usines exploseraient sous peu. Liu fut détenu par les autorités et le gouvernement annonça qu'il s'agissait d'un mouvement de panique provoqué par une rumeur. Cela ne suffit pas, cependant, à éteindre les peurs³.

Le deuxième type de rumeur débouche sur des *manifestations*. En effet, les rumeurs véhiculées par des téléphones portables ne conduisent pas uniquement à des mouvements de panique et à des exodes, mais également à des mouvements de protestation populaires – ainsi que l'illustrent

² Entretiens téléphoniques avec des habitants de Taiyuan, Yuci et Yuncheng, province du Shanxi, mars 2010.

³ Entretiens avec des habitants de Xiangshui, province du Jiangsu, février 2011.

celles menées contre le projet paraxylène⁴ (connu comme le projet PX) à Xiamen en 2007 et à Dalian en 2011 (BBC, 2011 ; Huang, 2008 ; Kurtenbach, 2008). Dans la mesure où le mouvement anti-PX à Xiamen, porté par les téléphones portables, a grandement influencé les activités de résistance par la suite, notamment à Dalian, c'est ce cas que nous présentons.

La circulation des rumeurs joue un rôle central dans le déclenchement des protestations contre le projet PX à Xiamen. Craignant une contamination pétrochimique, Zhao Yufen, une professeure de chimie et d'ingénierie chimique de l'université de Xiamen, s'opposa à la construction du projet PX pendant les « Deux congrès » (lianghui 两会)⁵ en mars 2007. Cependant, tant le gouvernement local que les médias gardèrent le silence sur les arguments de Zhao – jusqu'à ce qu'un texto rompe ce silence, prévenant que « quand ce produit chimique toxique [le projet PX] entrera en production, cela signifiera qu'une bombe atomique aura été déclenchée dans toute l'île de Xiamen. Les habitants de Xiamen auront des leucémies et leurs bébés auront des malformations... »⁶. Les préoccupations concernant la protection environnementale furent à l'origine de l'inquiétude des habitants. Assailli de requêtes émises par les habitants de la région, le gouvernement ne fournit ni réponse officielle ni explication. Au lieu de cela, les commentateurs de l'organe local du Parti, le *Xiamen Daily*, reprochèrent à Zhao de « ne pas avoir de véritable expertise » et de mal connaître la protection environnementale. En outre, « elle [Zhao] concevait des rumeurs pour tromper le public » et elle « cherchait délibérément à nuire à l'image de Xiamen »⁷. Dans un reportage, un expert chimiste anonyme de l'Académie chinoise des sciences affirmait que « la rumeur selon laquelle le PX peut aisément provoquer des malformations chez les bébés » était « exagérée » (Zhu, 2007).

Cependant, ces démentis ne parvinrent pas à éteindre la rumeur. Bien au contraire, des millions d'habitants de la région rejoignirent la campagne contre le projet PX en faisant circuler la « rumeur » par le biais de leur téléphone portable. À la fin du mois de mai, les habitants organisèrent une manifestation contre le projet PX afin de montrer leur mécontentement et d'attirer l'attention du gouvernement. Des SMS de mobilisation, appelant les gens à « agir ! », à « nouer un ruban jaune », à « participer avec 10 000 autres personnes » et à « passer ce message à tous vos amis à Xiamen ! », proliférèrent en quelques heures. D'autre part, les entretiens que nous avons menés ont révélé que le gouvernement local avait cherché à convaincre les habitants que ces messages de mobilisation avaient été envoyés par des gens aux « motivations cachées [pour retarder le développement local] ». Le gouvernement local pressait les habitants de « ne pas croire ou propager des rumeurs malveillantes » et « de ne pas être manipulés par des gens aux motivations cachées »⁸ (Xia, 2007). Mais même après le début de la répression contre les

⁴ Le paraxylène est une matière première pétrochimique utilisée dans la fabrication du plastique, du polyester et de produits synthétiques.

⁵ L'Assemblée nationale populaire et la Conférence consultative politique du peuple chinois (CCPPC), qui supervisent l'application de la Constitution et le fonctionnement à tous les niveaux du gouvernement. Avec cinq académiciens de l'Académie chinoise des sciences et 104 membres du CCPPC, la professeure Zhao dressa la liste des conséquences possibles sur la sécurité et des risques de pollution du complexe industriel de 300 acres, situé à seulement 7 kilomètres du centre-ville. Ils souhaitaient que le projet s'établisse ailleurs, mais n'obtinrent pas gain de cause.

⁶ Contenu d'un texto.

⁷ Entretiens avec des journalistes à Xiamen, province du Fujian, septembre 2010. Voir aussi *The Sun* (2007).

⁸ Voir aussi (Han, Lu, 2007), Journal de la chaîne de télévision locale de Xiamen (1^{er}-2 juin 2007). Le soir du 1^{er} juin, l'Assemblée populaire du Xiamen, la Conférence consultative politique du peuple, la Ligue de la jeunesse communiste et la Fédération des femmes se réunirent. Les discours furent diffusés à la télévision. L'opinion générale était la suivante : les habitants devraient davantage se féliciter de la situation favorable de stabilité et de solidarité que connaît la ville, et faire entendre leurs suggestions et opinions par des moyens plus adaptés : « Ne soyez pas

colporteurs des rumeurs, celles-ci continuèrent à circuler – ce qui déboucha le 1^{er} juin sur une manifestation dépassant toutes les prévisions du gouvernement.

Le même phénomène se répéta avec les protestations de masse contre l'usine PX à Dalian, au nord-est du pays, le 14 août 2011. Mobilisés par téléphone mobile, Weibo et réseaux sociaux, plus de 10 000 habitants, appartenant pour la plupart aux classes moyennes et supérieures, défilèrent pour exiger le déménagement de l'usine chimique au coeur d'une crainte de déversement toxique, malgré une répression gouvernementale renforcée et une campagne des médias publics contre les rumeurs de pollution du projet PX.

Le troisième type de rumeur conduit à un *incident de masse*, comme à Weng'an en 2008 (Buxi, 2008 ; Ding, 2008 ; Zhang et al., 2008) et à Zhengcheng en 2011 (Han, 2011). Plus communément, la rumeur débouche sur des conflits violents quand elle a trait à un ou plusieurs des éléments suivants : mort [de cause non naturelle], viol, agression, corruption, abus de pouvoir et démolitions forcées. L'exemple le plus notable est l'incident de masse dans le district de Weng'an dans la province du Guizhou au sud-ouest de la Chine en 2008. Le corps d'une habitante âgée de 16 ans fut trouvé dans une rivière. Après les autopsies officielles, les autorités locales conclurent qu'il s'agissait d'un suicide par noyade. Internet et les téléphones portables, cependant, avaient été rapidement inondés de rumeurs selon lesquelles il ne s'agissait pas d'un suicide, mais que la jeune fille avait été violée et tuée par un parent d'un haut fonctionnaire du district ou d'un officier de police (Ding, 2008 ; Ma, 2008). Les représentants du gouvernement local démentirent cette rumeur et recrutèrent des commentateurs pour essayer d'orienter l'opinion publique, sans que cela ait réellement d'effet (Ma, 2008). La famille de la jeune fille adressa une pétition au bureau du comité du Parti et une nouvelle rumeur se propagea ensuite rapidement par le biais des téléphones portables et d'Internet : les parents et certains des camarades de classe de la victime qui s'étaient rendus dans les locaux de la police pour contester les conclusions du gouvernement avaient été battus à mort au lieu d'obtenir justice (Shu, 2009 ; Zhao et al., 2008)⁹. En conséquence, selon Xinhua, près de 30 000 personnes attaquèrent et incendièrent un poste de police local et vandalisèrent les bâtiments du gouvernement de la province (Xinhua, 2008 ; Yu, 2008).

En juin 2011, on est confronté avec l'incident de masse à Zhengcheng, au sud de la province du Guangdong, à un schéma similaire. Des *chengguan*, ou inspecteurs « d'administration urbaine » (une force de sécurité secondaire destinée à alléger les tâches de la police en faisant appliquer les réglementations), cherchèrent à déplacer l'étal de marché d'un vendeur et de sa femme, enceinte, pour dégager l'entrée d'un supermarché ; pour avoir refusé d'obéir, la femme fut poussée par terre (Han, 2011). Ceci conduisit à un affrontement entre la foule des badauds et les *chengguan*, assistés d'officiers de police arrivés plus tard. Les rumeurs – propagées par les téléphones mobiles et par Internet – se répandirent dans toute la ville, affirmant que la police avait blessé la future mère et tué son mari. Des centaines de travailleurs migrants déclenchèrent des émeutes dès le lendemain, mettant le feu à des voitures et dégradant des bâtiments des autorités locales. Selon le *China Daily*, le maire de Zhengcheng pressa les habitants de ne pas « répandre des rumeurs inventées », tandis que le gouvernement local se hâtait de « clarifier la rumeur au sujet d'un affrontement entre du personnel de sécurité et une vendeuse de rue enceinte » en envoyant des

crédules » et « ne vous faites pas manipuler ».

⁹ Le média hongkongais interviewa plus tard l'oncle de la jeune fille décédée. Ses commentaires face à la caméra et les reportages (diffusés sur le continent) qui suivirent montrèrent d'abord qu'il n'avait pas été battu à mort. Par la suite, il fut frappé par des individus non identifiés. Voir le *Guizhou Daily* (2008). Il a été prouvé que les trois suspects étaient des enfants de fermiers et n'étaient pas protégés. Néanmoins, comme nous le verrons plus loin, la vérité, à un certain degré, importe peu dans ce cas.

groupes de travail dans les usines et les maisons (Zheng, 2011). Cependant, les démentis répétés des autorités ne parvinrent pas à faire taire les propagateurs de la rumeur¹⁰.

L'échantillon de notre étude est composé de 54 personnes : 23 hommes (42,6 %) et 31 femmes (57,4 %). Les personnes interviewées ont en moyenne 38,9 ans. On y trouve un journaliste, un éditeur, un étudiant, un lycéen, un avocat, un représentant de commerce, un consultant, un chargé de cours à l'université, un chauffeur de taxi, un professionnel du secteur des technologies de l'information, un vendeur de téléphones portables, un barbier et un propriétaire de boutique de prêt-à-porter. L'entretien comprend les trois séries de questions suivantes : la première concerne *l'information principale* divulguée dans la rumeur propagée par téléphonie mobile (son contenu, à quel moment elle est reçue et combien de messages sont reçus) ; la deuxième série de questions porte sur l'interprétation de la rumeur colportée *via le téléphone portable* (notamment comment les gens perçoivent la rumeur reçue, s'ils y croient ou non et pour quelle raison) ; la troisième série de questions mesure la façon dont les gens *traitent* les rumeurs reçues *via* leur téléphone portable (participent-ils à la propagation de la rumeur ? Vers qui ? Par quels canaux ? Pour quelle raison ?). En particulier, il est demandé aux participants d'analyser et de réfléchir à leurs propres comportements et réponses face aux rumeurs reçues sur leur téléphone portable, et à l'impact de telles pratiques d'information et de communication sur leurs perceptions et comportements. Chaque entretien dure typiquement une heure et demie.

Deux points doivent être clarifiés en ce qui concerne la sélection des cas.

Premièrement, les messages que cette étude désigne comme des « rumeurs » sont ceux qui ont été désignés comme tels par le gouvernement et dans des reportages. Cela ne signifie pas que, à l'instar du gouvernement et des médias de masse, nous considérons ces messages comme des « inventions délibérément répandues avec une intention malveillante ». Cette étude vise plutôt à préciser comment et pourquoi ces « rumeurs », ainsi que les nomme le gouvernement, fleurissent à l'aide des téléphones portables, même après les réfutations des autorités. Il n'est donc pas dans notre intention d'explorer l'origine des rumeurs, de savoir si elles sont fondées ou pas, ou qui est le soi-disant « organisateur malintentionné » derrière cette floraison de rumeurs. Il est à noter qu'au cours de nos entretiens, beaucoup de participants attachaient peu d'importance à la véracité (ou à la fausseté) du contenu (le message lui-même) de la rumeur.

Deuxièmement, contrairement aux études antérieures, qui se sont surtout intéressées au contenu, nous cherchons uniquement à savoir comment le moyen de communication (le téléphone portable) fonctionne lorsque les gens échangent des rumeurs. En d'autres termes, nous nous concentrons sur le moyen technologique de propagation des rumeurs et sur leurs raisons plutôt que sur le contenu. Si la rumeur est « une transaction interprétative composée d'actes de communication » (Shibutani, 1966, p. 131), alors, sans aucun doute, le canal de communication joue un rôle pertinent dans la dissémination. En portant un examen attentif aux facteurs techniques, sociaux et culturels, nous serons en mesure d'apporter une illustration et une compréhension plus riches et plus complètes des rumeurs transmises par les nouveaux médias.

Comment la technologie mobile donne du crédit aux rumeurs

Pour comprendre la dynamique des rumeurs propagées par téléphonie mobile dans la Chine contemporaine, nous devons d'abord voir de quelle façon la technologie mobile influence ou modifie la propagation des rumeurs dans le contexte chinois. Nous ne devons pas oublier que le

¹⁰ Entretiens avec un journaliste de 30 ans, Guangzhou, mars 2011.

contexte social façonne les technologies tout autant que l'inverse (MacKenzie, Wajcman, 1985 ; Williams, Edge, 1996). Pour comprendre de quelle façon ces deux facteurs influencent la propagation des rumeurs, nous explorons les caractéristiques sociotechniques des médias mobiles à la fois aux niveaux micro et macro. Au niveau macro, ainsi que le défend Winner, « ce qui importe, ce n'est pas la technologie en elle-même, mais le système social ou économique dans lequel elle est intégrée » (Winner, 1986, p. 20). L'intégration de la technologie mobile dans les systèmes sociaux chinois – et en particulier dans le système de propagande – rend plus difficile la fermeture des services de télécommunications afin d'empêcher qu'une rumeur se répande. En outre, la diffusion imprévisible, rapide, spontanée d'une rumeur par communication mobile prend souvent le gouvernement de court. Au niveau micro, l'utilisateur individuel de téléphonie mobile s'engage de façon réflexive dans la « domestication » (Berker et al., 2006) des nouvelles technologies lorsqu'une rumeur se répand. La visibilité mutuelle durant les communications mobiles nourrit une prise de conscience partagée (Shirky, 2011) et encourage les deux parties à agir dans le sens d'un « engagement mutuel reconnu » (Ling, 2008, p. xi) dans la circulation de la rumeur. Dans le même temps, de nouveaux systèmes anti-censure émergent en permanence, offrant aux utilisateurs chinois de téléphonie mobile la possibilité de propager des rumeurs malgré la censure. Dans les faits, les caractéristiques sociotechniques des médias mobiles en Chine compliquent les efforts gouvernementaux visant à contrôler les rumeurs.

L'intégration de la communication mobile dans les systèmes sociaux

Avec la généralisation de l'usage de la téléphonie mobile dans la vie quotidienne, les méthodes traditionnelles ou conventionnelles de contrôle de la communication peuvent se révéler inefficaces ou même contre-productives. Sans aucun doute, le gouvernement peut – en usant des pouvoirs dont il a le monopole – réduire nettement la vitesse à laquelle se répand une rumeur, même à l'âge de l'information. Pour parler spécifiquement du contrôle des médias sociaux, la machine de propagande du Parti est capable de bloquer des sites web, de fermer des forums en ligne et même de couper l'accès à Internet¹¹ afin de faire cesser la propagation de rumeurs. Cependant, les autorités chinoises ont du mal à adopter cette approche (fermer les services) avec les téléphones portables, même si le Parti a conscience que la fermeture des services est le moyen le plus efficace pour canaliser les rumeurs qui se répandent par le biais de téléphones portables (Branigan, 2012 ; Reuters, 2012). La difficulté de mise en œuvre est accentuée par le fait que « les officiels eux-mêmes ont autant de raisons de se contacter entre eux *via* les services mobiles que les citoyens ordinaires »¹². Dans le cas de Xiamen, par exemple, les autorités locales furent forcées de rétablir le réseau de télécommunications après une coupure de deux heures visant à empêcher la rumeur de se propager, parce que « beaucoup d'agences gouvernementales se plainquirent du fait qu'elles n'étaient pas en mesure de travailler sans accès aux services de télécommunications »¹³.

¹¹ Par exemple, pour la coupure des services d'accès à Internet à la suite des émeutes de 2009 dans le Xinjiang, voir Anonyme (2010), Radio Free Asia (2011). Pour le contrôle des services d'accès à Internet et à la téléphonie mobile avant la session parlementaire annuelle chinoise, voir Reuters (2012).

¹² Entretien avec un fonctionnaire de 28 ans au Département de propagande, province du Fujian, avril 2011.

¹³ Entretien avec un fonctionnaire de 29 ans à Xiamen, décembre 2010.

En outre, le gouvernement s'appuie sur le réseau de télécommunications pour « diffuser les messages de propagande qui démentent les rumeurs »¹⁴. Couper les services de communication mobile a donc non seulement un coût politique (celui de gêner les campagnes gouvernementales de propagande contre la rumeur), mais pose de plus gros problèmes aux autorités (par la gêne des activités quotidiennes de ceux qui travaillent, etc.). Dans ce contexte, la communication mobile est devenue un moyen efficace, au moins pour les habitants, de contourner la répression – motivée par des raisons politiques – des autorités locales contre les télécommunications, et particulièrement les fermetures d'accès à Internet.

L'instantanéité et la diffusion rapide de la communication

Du fait de l'accessibilité de la technologie mobile – contact permanent, communication synchrone et textos de groupe –, les rumeurs circulent rapidement (Jensen, 2010 ; Katz, Aakhus, 2002 ; Ling, 2004 ; Ling, Campbell, 2009). Grâce au téléphone portable – extrêmement facile à utiliser et qui permet une communication instantanée –, les utilisateurs peuvent être en contact les uns avec les autres, mais aussi recevoir et relayer des rumeurs en appuyant simplement sur un bouton. En outre, les services *low cost* d'envoi massif de textos offrent un moyen peu onéreux de distribuer les messages (et donc les rumeurs) à grande échelle.

Prenons comme exemple la propagation, *via* les téléphones portables, d'une rumeur dans le Xiangshui. Au milieu de la nuit, dans un village où « la plupart des habitants dormait » (Lin, 2011) et alors qu'il y avait une tempête de neige, une rumeur annonçant l'imminence d'une explosion chimique circula. Ce contexte n'était pas vraiment propice à la propagation de messages – qu'il s'agisse d'informations ou de rumeurs – par le biais d'un média traditionnel ou même *via* Internet. Cependant, c'est par les téléphones portables que la rumeur se répandit à toute vitesse, en deux heures, avant de pousser plus de 10 000 habitants de quatre cantons à se rassembler dans les rues (Yu, 2010). À minuit, les gens recevaient des appels pressants sur leur portable venant de proches, d'amis, de collègues : « Sauvez-vous à tout prix ! L'usine chimique va exploser ! » Les appels incitaient aussi « à prévenir les gens autour de [soi] dès que possible »¹⁵. Les habitants fuyaient, « appelaient les membres de leur famille » et « envoyaient des textos groupés »¹⁶. Les réseaux mobiles locaux tombèrent en panne à cause d'une saturation du serveur ; des milliers de personnes envoyaient et recevaient des appels et des SMS pour prévenir les membres de leur famille et leurs amis (Lin, 2011)¹⁷.

Cette diffusion rapide et cette instantanéité de la communication confèrent une nature imprévisible aux rumeurs diffusées par téléphonie mobile. Il est presque impossible de prédire à quel moment, à quel endroit et à quel degré elles surviendront. Même en ayant la capacité de les détecter et de les démentir, il manque toujours aux autorités gouvernementales la force et les ressources pour exercer le contrôle à la fois sur l'émergence et sur la persistance des rumeurs. Par exemple, à Zhengcheng, du personnel de sécurité patrouillait dans les rues et avait ordonné aux habitants de passer la nuit chez eux : malgré cela, une rumeur éclata « comme un orage »¹⁸ à

¹⁴ Entretien avec un fonctionnaire de 28 ans au Département de propagande, province du Fujian, avril 2011. Voir aussi Lai (2010).

¹⁵ Entretien avec un médecin de 48 ans, province du Jiangsu, février 2011.

¹⁶ Entretien avec un étudiant de 22 ans à l'université de Jiangsu, Fujian, février 2011.

¹⁷ Entretiens avec des habitants de Xiangshui, province du Jiangsu, février 2011.

¹⁸ Entretien avec un journaliste de 32 ans, province du Guangdong, juin 2011.

3 heures du matin au sujet du malheureux couple victime de la brutalité des *chengguan*. Grâce à la diffusion rapide de ces rumeurs colportées par téléphone portable, il est de plus en plus difficile d'empêcher la naissance d'une rumeur et d'endiguer son flot.

Visibilité mutuelle et prise de conscience partagée

Une autre caractéristique clé de ces rumeurs diffusées par téléphonie mobile est la visibilité mutuelle. Cela signifie que les personnes qui communiquent – l'émetteur comme le récepteur – savent chacune que leur interlocuteur s'est déjà investi dans le processus de communication et, plus encore, dans le déroulement des événements.

La visibilité mutuelle établit le *guanxi* – une promesse de relations réciproques en Chine – dans le processus de communication par téléphonie mobile. Comparable au « réseau » en Occident, le *guanxi* implique des règles plus complexes, non écrites et implicites, que la plupart des systèmes de relations. Le *guanxi* implique des relations émotionnelles intangibles et des obligations éthiques établies par réciprocité entre deux individus ou plus (Christensen, Levinson, 2003, p. 573 ; Yang, 1994, p. 139-142). La communication mobile intégrée au *guanxi*, comme je l'ai indiqué ailleurs (Liu, 2010), active un fort sens du devoir moral et d'obligations réciproques dans les liens sociaux établis, garantissant la fiabilité, renforçant les obligations, l'empathie et consolidant la solidarité. Ce processus accroît en particulier la probabilité de partager des messages et la crédibilité perçue des informations, même pour la rumeur (Liu, 2015, 2016a).

Ainsi, les personnes interrogées affirmaient croire les informations de leur réseau social sur mobile, même si « l'émetteur n'a pas assez de connaissance sur le sujet »¹⁹. En outre, elles reconnaissaient qu'elles faisaient suivre le message à des gens de leur réseau social. Comme l'expliquent plusieurs personnes interrogées, « si le message est important pour moi, il devient important pour mes amis »²⁰.

Cette visibilité mutuelle crée un socle pour le consensus, qui accroît la probabilité de l'engagement. Pour être précis, la visibilité mutuelle n'inclut pas uniquement la vérification de l'identité (qui m'a envoyé ce message ? À qui devrais-je l'envoyer ? Pour quelles raisons ?), mais accroît également la conscience, la compréhension et le sentiment de sécurité et de sûreté d'un individu dans l'engagement en créant la perception d'un soutien *concret* d'un réseau social mobile (par exemple, qui m'aide/qui m'aidera à propager ce message ?) (Ling, 2004, 2008). Par conséquent, la visibilité mutuelle des communications mobiles crée la conscience partagée d'actions partagées. Comme Shirky (2011) l'affirme, la conscience partagée se réfère à « la capacité qu'a chaque membre d'un groupe non seulement de comprendre ce qui se passe mais aussi de comprendre que tel est le cas pour tout le monde ». Dans le cas d'une rumeur qui se répand par le biais de la téléphonie mobile, on n'affirme pas simplement « j'ai entendu une rumeur » ou « je sais que d'autres personnes ont elles aussi entendu la rumeur », mais « je sais que les gens que je connais [les intimes, les collègues, etc.] feront circuler la rumeur ». Pour le formuler autrement, on sait, grâce à la communication mobile, que notre connaissance de la situation est partagée par nos proches, et que ceux-ci savent également qu'ils ne sont pas seuls à avoir conscience de la situation. Ce type de conscience partagée influence les pensées et sentiments des gens et les encourage grandement à participer à cet « engagement mutuellement reconnu » (Ling, 2008, p. xi) en parlant de la rumeur qui a été transmise par téléphonie mobile et

¹⁹ Entretiens avec des habitants de Xiamen, mai et juin 2007 et septembre 2010.

²⁰ Entretiens avec des habitants de Taiyuan, province du Shanxi, février 2010.

en la propageant. En somme, l'engagement spontané se produit dans une relation concrète, collaborative, basée sur la sécurité avec un haut degré de confiance, de fiabilité et de conscience partagée entre les deux parties. La visibilité mutuelle est la clé, dans la mesure où les gens ont plus de chance de s'engager dans un comportement ou un événement s'ils constatent que beaucoup de leurs connaissances le font.

Une rhétorique qui échappe à la censure

Enfin, pour transmettre des rumeurs et autres informations vitales *via* les services de téléphonie mobile et Internet, les gens ont recours au pouvoir de la rhétorique, qui permet de contourner le blocage des mots-clés et les filtres mis en place par le gouvernement. Par exemple, là où les références à Xiamen ou Dalian – les noms des deux villes où les manifestations anti-PX ont éclaté – sont interdites, les utilisateurs d'Internet et de téléphonie mobile inventent leurs propres acronymes (par exemple XM pour Xiamen et DL pour Dalian). Les expressions « flâner » (*san bu*) et « faire du shopping » (*gouwu*) sont devenues des alternatives à « manifestation » et « marche de protestation ». Même s'ils ont conscience de ces significations cachées, destinées à échapper à la censure, les officiels peuvent difficilement les interdire parce que, ainsi que le souligne He, « il est impossible d'interdire une combinaison arbitraire de caractères, qui peut être réalisée ou changée en un instant, sauf à interdire l'ensemble des caractères » (2008, p. 188).

En bref, comme l'écrit Yu (2011) :

« Pour échapper à la censure tout en exprimant leurs opinions [...], les Chinois laissent libre cours aux fonctions rhétoriques du langage, élevant à un niveau sublime l'insinuation et la métaphore, la parodie et l'hyperbole, exprimant le sarcasme et le dédain par des railleries voilées et d'habiles tromperies. »

À mesure que la censure croît, l'intérêt d'y résister croît également. Les Chinois deviennent ainsi très doués pour la contourner par divers moyens.

Discussion : la rumeur diffusée par téléphone portable en tant que résistance

Dans son étude sur les textos en Chine, He (2008, p. 182) révèle que les SMS se sont multipliés au point de devenir « un vecteur majeur de l'univers des discours non officiels », quand « l'univers officiel occupe tous les espaces publics d'expression, surtout les médias de masse du Parti/contrôlés par l'État ». Comme le montre son étude, la communication des rumeurs à travers la téléphonie mobile devient une nouvelle forme de contre-pouvoir/contre-autorité pour la population qui ne s'oppose pas uniquement à la censure de l'information, mais aussi au contrôle des communications et à la manipulation politique – plus qu'une forme de communication non officielle visant à réduire l'anxiété collective. L'émergence de rumeurs manifeste en outre une méfiance profonde à l'égard des autorités. « L'identité-résistance » ou « l'identité de résistance » (Castells, 2010, p. 8-9) a été produite par la circulation de rumeurs transmises par téléphonie mobile, par des gens en position d'être « dévalués » ou « stigmatisés » – ce sont, selon la rhétorique officielle, « la multitude qui ignore la vérité » (*bumingzhenxiangde qunzhong* 不明真相的群众). La communication des rumeurs par téléphonie mobile se retourne comme une forme « d'arme des faibles » (Scott, 1985) contre les autorités.

La rumeur transmise par téléphonie mobile et la désobéissance des citoyens

Le sentiment de défiance à l'égard des autorités et la résistance contre la censure de l'information et le contrôle de la communication qu'opère le gouvernement sont les conditions nécessaires à la propagation de rumeurs.

Comme le soulignent plusieurs études, la rumeur semble prospérer là où prévaut un manque de confiance envers les sources formelles d'information (DiFonzo, Bordia, 2007a, p. 201 ; Shibutani, 1966). En d'autres termes, quand ils ne font pas confiance aux sources formelles d'information, les gens compensent avec de la spéculation informelle, ou même avec des rumeurs. La situation est encore plus grave en Chine. Du fait de la censure gouvernementale, les citoyens ont un degré élevé de suspicion et de méfiance à l'égard des autorités. En conséquence, il existe une croyance bien enracinée selon laquelle « le gouvernement n'aurait jamais censuré ces informations s'il n'avait pas eu des choses à cacher ou à rejeter » (Bai, 2010, p. 93). Certains pensent même que la censure a parfois simplement pour but de « maintenir la stabilité » (维稳) (Zhang, 2008) ou de « gouverner par la peur » (Pei, 2016). Par conséquent, les gens, généralement, « vont simplement croire la rumeur, davantage que les paroles du gouvernement » (Yiyin, 2011). Cette méfiance répandue constitue un terreau fertile pour la rumeur.

Dans ce contexte, le fait de « diffuser [cette rumeur] » représente une façon claire d'exprimer ses récriminations contre le monopole autoritaire sur l'information par le gouvernement et la suppression de la communication.

D'une part, en brisant le silence du gouvernement et des médias de masse – comme dans le cas d'un tremblement de terre ou d'une explosion chimique –, les rumeurs propagées par téléphonie mobile manifestent le mécontentement des gens vis-à-vis des récits de propagande et du manque de transparence des canaux institutionnels. Selon une enquête du *China Youth Daily*, 73,1 % des gens attribuent la prolifération des rumeurs au manque de transparence des autorités (Xiang, 2011). Dans le cas du tremblement de terre, un habitant se plaint : « On ne nous a fait aucune annonce ou donné aucune explication sur la raison pour laquelle tous ces exercices ont été réalisés »²¹, au moment où les habitants de la région subissaient une tension émotionnelle à cause de la peur d'un tremblement de terre.

« Nous ne pouvons nous empêcher de nous demander pourquoi le gouvernement et les médias locaux gardent le silence », ajoute un autre interviewé. « Selon une croyance répandue, le gouvernement cache délibérément des informations sur les tremblements de terre parce qu'il a peur de déclencher une panique publique en annonçant un tremblement de terre »²².

Une situation rigoureusement identique a été observée dans le cas de la rumeur autour d'une explosion chimique. Le mécontentement social n'a jamais baissé, même après les démentis du gouvernement – entre autres parce que le démenti et même la diabolisation de la rumeur coïncident avec un usage excessivement large de ce terme par les autorités dans le but de conserver le pouvoir. Pour les Chinois, dès lors, les accusations de rumeurs et les démentis renforcent encore la censure. La peur et l'anxiété s'aggravent à travers ces rumeurs transmises par téléphonie mobile, tandis que le mécontentement et la colère contre les autorités s'intensifient.

D'autre part, quand le gouvernement cherche à interdire les débats et opinions populaires pour atténuer une « rumeur », leur diffusion par téléphonie mobile exprime une résistance populaire et

²¹ Entretien téléphonique avec un fonctionnaire de 35 ans, mars 2010.

²² Entretien téléphonique avec un ouvrier de 54 ans à Fujian, octobre 2010.

un activisme rarement observés en d'autres circonstances. En d'autres termes, les rumeurs véhiculées par téléphonie mobile offrent un débouché pertinent au mécontentement public croissant envers les mesures répressives contre les « rumeurs » visant à supprimer les activités ordinaires de communication. Comme le montre l'exemple de la mobilisation anti-PX, les habitants ont continué à diffuser la rumeur *via* leurs téléphones portables malgré les mises en garde par les autorités officielles. Comme un interviewé l'affirme :

« Les soi-disant “rumeurs” ne sont qu’une nouvelle excuse du gouvernement pour censurer l’information sur le PX et, tout particulièrement, pour interdire tout débat. Ils pensent que les gens n’oseront pas discuter et protester, ou même parler du sujet, une fois que les autorités auront affirmé qu’il s’agissait d’une “rumeur” – et encore moins discuter et protester contre cette mesure. Parce qu’elles [les autorités] peuvent facilement éradiquer les points de vue différents avec des accusations politiques, comme l’invention ou la distorsion de faits visant à perturber l’ordre social et politique. [...] Regardez les accusations de soi-disant “colporteur de rumeurs” lancées contre la professeure Zhao Yufen. C’en est la preuve vivante. »²³

Cette dernière affirmation en particulier montre que l’interviewé cherche à traiter l’accusation de rumeur comme une forme de « persécution politique » opérée par les autorités. En conséquence, *plus la réfutation est forte, plus les gens auront tendance à donner du crédit à une rumeur et à la diffuser, et plus ces rumeurs seront ravivées avec acharnement*. En résumé, les gens propagent et croient les rumeurs parce qu’ils pensent que « trop d’informations sont actuellement tuées par le gouvernement » ou que les autorités cherchent à empêcher les habitants de communiquer entre eux au motif de la « propagation de rumeurs ». La crédibilité et le crédit accordé aux rumeurs véhiculées par téléphonie mobile trouvent leur origine dans l’échec du gouvernement dans les domaines de la transparence et de la crédibilité. À travers la dissémination de rumeurs *via* les appareils mobiles, les efforts réalisés pour contourner la censure et parvenir à la vérité ont fait boule de neige.

« L’identité-résistance » dans la communication des rumeurs

L’activisme virulent contre les démentis officiels et la diabolisation des rumeurs a révélé une contre-autorité, ou « un contre-pouvoir » (Kapferer, 1990, p. 14), derrière la prolifération de rumeurs véhiculées par téléphonie mobile. Pour être précis, il est intéressant de constater que non seulement une large majorité des interviewés a continué à recevoir beaucoup de rumeurs après les démentis du gouvernement et des médias de masse, mais aussi que près de la moitié des interviewés admettent qu’ils « continueront à diffuser ces messages même après que le gouvernement les ait catalogués comme des “rumeurs” »²⁴. En d’autres termes, les accusations vigoureuses et les démentis des autorités peuvent s’avérer contre-productifs ; ils fragilisent leur légitimité dans la lutte contre les rumeurs et, en réalité, les amplifient. La dynamique qui porte le phénomène de diffusion massive de la rumeur est la construction et l’expression de « l’identité-résistance » par les (et des) utilisateurs de téléphone portable.

Dans son élaboration du concept d’identité dans les sociétés en réseau, Castells (2010, p. 8-9) divise les formes et origines de l’identité en trois types : l’identité légitimante, l’identité-résistance et l’identité-projet. « L’identité-résistance », selon Castells (2010, p. 8), est « produite par des acteurs qui se trouvent dans des positions ou des conditions dévalorisées et/ou

²³ Entretien avec un étudiant de l’université de 28 ans à Xiamen, octobre 2010.

²⁴ Entretiens avec des habitants de Xiamen et Pékin, octobre 2010.

stigmatisées par la logique dominante : pour résister et survivre, ils se barricadent, sur la base de principes étrangers ou contraires à ceux qui imprègnent les institutions de la société ».

Tandis que Castells emploie ce concept pour décrire, sur le plan théorique, « les formes de résistance collective contre une *oppression* qui serait autrement *insupportable* [nos italiques] », il restreint son exemple à ceux qui sont « généralement » exclus ou aux identités opprimées définies par « l'histoire, la géographie, la biologie » (Castells, 2010, p. 9). Cette approche ne réussit pas à prendre en compte la réalité de la stratégie complexe, évolutive, de l'exclusion et de l'oppression dans différents contextes. Dans le cas des rumeurs en Chine, l'accusation répétée de motivations réactionnaires (« motivations cachées ») et irrationnelles (« ignorant la vérité ») dans la rhétorique officielle devient un type particulier « d'oppression insupportable » qui à son tour pousse les citoyens à faire suivre des rumeurs sur leurs téléphones portables pour faire acte de résistance. C'est précisément la résistance à l'étiquette officielle de « multitude ignorant la vérité » qui forme la motivation première derrière la propagation de rumeurs *via* la communication mobile en général. Comme l'explique un interviewé :

« Les gens sont “irrationnels” et “ignorants de la vérité” uniquement parce qu'ils sont inquiets pour leur cadre de vie et qu'ils cherchent à comprendre la vérité. À l'inverse, les gens sont “rationnels” quand ils obéissent aux règles et ne posent pas de questions au gouvernement. Qu'est-ce que c'est que cette logique ? Nous connaissons clairement la vérité ! Nous ne sommes pas “la multitude ignorant la vérité” ! »²⁵

Les accusations proférées par le gouvernement contre les « colporteurs de rumeurs » et « la multitude ignorant la vérité » ont été largement considérées comme des excuses faciles pour « ne pas prendre la responsabilité des paniques publiques associées », « pour interdire les discussions publiques sur les dangers cachés », « pour empêcher l'opposition populaire [contre les décisions du gouvernement] »²⁶. Les gens s'associent activement et spontanément à cette critique des actions arbitraires du gouvernement en propageant des rumeurs *via* les téléphones portables, construisant leur « identité-résistance » pour exprimer leur mécontentement et leur colère à l'égard du discours dominant.

Il faut noter que l'identité-résistance accompagnée par la communication de rumeurs est une identité *temporaire* dans un contexte spécifique. Pour être précis, les gens construisent ce type *réactif* d'identité-résistance qui se tourne fortement vers les allégations du gouvernement davantage que vers l'idéologie dominante. Bien qu'elle soit dans une large mesure opposée à la logique de domination, ce type d'identité-résistance s'effondrera peu de temps après la fin de l'événement auquel elle est liée. En outre, du fait de sa nature transitoire, l'identité-résistance accompagnée par la communication de rumeurs pourra difficilement se transformer, comme le propose Castells (2010, p. 8), en identité légitimante. En conséquence, on observe que la prolifération de rumeurs par communication mobile est plus ou moins portée par les événements, ce qui limite de fait son impact sur la société chinoise à long terme.

²⁵ Entretiens avec des habitants de Xiamen, Shanghai, Pékin et Shanxi, 2010.

²⁶ Entretiens téléphoniques avec des habitants de Taiyuan, Yuci, Yuncheng, province du Shanxi, mars 2011.

Les rumeurs transmises par les téléphones portables en tant que forme émergente de résistance et de participation

Néanmoins, la rumeur véhiculée par téléphonie mobile émerge comme une nouvelle forme de résistance et de participation, en particulier pour ceux qui possèdent de fortes compétences technologiques. Pour être précis, après avoir constaté l'impossibilité de maîtriser les flux d'information à l'ère digitale, le gouvernement chinois et ses censeurs cherchent à défendre leur contrôle sur l'information et la communication comme un moyen d'éliminer les colporteurs de rumeurs ou leur propagation. Le pouvoir cherche donc à imposer sa propre définition de la « rumeur » et des « colporteurs de rumeurs » non seulement au comportement des classes subordonnées, mais également à leur conscience. C'est ce contre quoi Scott met en garde : « La conséquence la plus importante pour le régime est que le pouvoir de classe est assuré davantage par le consentement et l'acceptation passive des classes subordonnées que par les sanctions et la coercition » (Scott, 1985, p. 315-316). Les déclarations et affirmations officielles ne visent pas simplement à détruire les rumeurs, mais à priver les gens de leurs droits légitimes à la liberté d'expression et à l'information, et ensuite à réduire au silence, par la dissuasion, les commentaires, doutes, questions et demandes à propos de « l'histoire officielle ». Dans ce contexte, faire circuler des rumeurs avec son téléphone portable devient, pour tout un chacun, une façon simple de montrer sa suspicion, sa méfiance et son opposition à l'égard de la sphère publique dominante et de son discours hégémonique. De toute évidence, cette action manifeste d'une part un geste d'opposition politique à l'appel du gouvernement – « [les gens devraient] ne pas croire les rumeurs, ne pas les diffuser, et ne pas donner aux colporteurs de rumeurs qui ont des motivations cachées plus de place pour opérer » (Ren, 2011) – et d'autre part, elle viole les lois et règles énoncées par le gouvernement (pour une discussion détaillée de la répression contre les rumeurs sur les médias sociaux, voir par exemple Branigan, 2014). En outre, dans l'esprit des citoyens, plus les gens participent à la diffusion d'une rumeur, plus la voix de ceux qui sont injustement opprimés se fait entendre. En d'autres termes, faire circuler des rumeurs *via* son téléphone portable n'a pas seulement pour but de révéler une vérité qui aurait été dissimulée (par exemple, une mort suspecte) ou d'embarrasser les individus ou institutions en place (par exemple, un gouvernement local), mais de mobiliser les citoyens pour instaurer un nouveau fonctionnement de la sphère de communication qui pourrait aller au-delà des limites de la sphère publique officielle dominante (Zhao, 2009). Profitant d'un fonctionnement peu onéreux et facile d'utilisation, les gens de tous niveaux culturels ont obtenu des moyens d'agir par leur téléphone portable – une technologie de communication familière, qui s'emploie comme un moyen de résistance. Elle abaisse le seuil moyen de contestation – contester ne signifie pas forcément organiser ou participer à une manifestation : il suffit de bouger les doigts pour envoyer ou faire suivre des messages considérés comme des « rumeurs » par le gouvernement.

Dans ces circonstances, le peuple saisit l'opportunité de monter en épingle une « rumeur » pour faire entendre son insatisfaction et faire passer sa fureur contre le gouvernement. Les récepteurs tirent une énorme motivation de cette condamnation pour faire circuler ce type de message qui contrarie les autorités. La dénomination de « rumeur » diffère en ce qu'elle peut constituer en un sens un appel aux armes, ou plus précisément un appel à ce que les gens ne restent pas inactifs, comme une protestation contre les conditions actuelles et comme une arme pour percer le voile entourant la censure, ainsi que pour briser le contrôle exercé sur les communications. En d'autres termes, la « rumeur » est ici essentiellement symbolique, mais souligne sa présence croissante comme une forme de pouvoir de résistance, de sentiments antagoniques et, de plus en plus,

comme une stratégie de lutte pour faciliter la communication en dehors des canaux officiels. C'est en ce sens que la rumeur colportée par les téléphones portables en vient à constituer une part clé de la « résistance quotidienne » populaire. Elle défie le pouvoir en « contestant les canaux normaux pour contester le pouvoir et révéler la vérité » (Žižek, 2011, p. 10).

Conclusion

Étant donné le nombre de rumeurs transmises par médias en ligne dans la société chinoise aujourd'hui, bien peu de recherches existent sur la façon dont ces rumeurs prospèrent et pourquoi les gens les diffusent. Cet article étudie les caractéristiques et la nature des rumeurs et tout particulièrement la rumeur transmise par téléphone mobile. Il va au-delà de la simple diabolisation de la rumeur comme « invention subjective et intentionnelle », comme le font le gouvernement et les médias de masse dans la Chine contemporaine. En analysant avec soin sa dissémination, son interprétation et ses conséquences dans les cas que nous avons sélectionnés, cet article montre que la rumeur transmise par téléphone portable a évolué en une forme particulière de résistance au niveau le plus proche des citoyens.

D'un simple clic, les gens peuvent propager des rumeurs avec leur téléphone portable : ce faisant, ils manifestent leur suspicion, leur méfiance et leur désaccord avec le gouvernement, ou s'impliquent dans des révoltes contre les autorités. Les rumeurs transmises par téléphone portable abaissent donc le seuil de protestation moyen, et fournissent un exutoire à des rancœurs longtemps rentrées à l'égard d'un régime autoritaire établi. Surtout, elles fournissent une opportunité sans précédent aux gens – surtout ceux aux compétences communicationnelles limitées – de faire entendre leur voix, de résister et d'ignorer les ordres des autorités, de désobéir et de mener à bien des activités peu coopératives. Dans le même temps, la communication sur les téléphones portables se fait dans un réseau très uni, où tout le monde connaît tout le monde. L'engagement d'une personne que vous connaissez déjà augmente fortement à la fois la crédibilité du message et le sentiment de sécurité par rapport à sa propre participation. Enfin, la prévalence des appareils mobiles et d'une communication mobile synchrone finit par transformer le discours de la rumeur en résistance à grande échelle sur un laps de temps très court. Toutes ces variables font que les rumeurs véhiculées par téléphone portable ont un impact crucial sur la société chinoise contemporaine. Si, dans une certaine mesure, elles provoquent des paniques et des incidents de masse, l'émergence, la circulation et la prolifération des rumeurs véhiculées par téléphone portable servent à saper la légitimité du régime. En particulier, la diffusion de rumeurs se traduit en une force de résistance contre le discours hégémonique et le contrôle de la communication officiels, y compris l'utilisation de l'accusation de « rumeur » pour étouffer toute voix discordante et toute activité de communication ordinaire. La communication mobile est perçue comme la seule plateforme sur laquelle les gens peuvent exprimer et partager leurs opinions, tout en interagissant, dans une certaine mesure, les uns avec les autres sans le contrôle du gouvernement. La rumeur véhiculée par téléphone portable cultive ainsi les affordances politiques des médias mobiles comme un moyen à la fois d'*empowerment* et de participation citoyenne.

En explorant les implications politiques des rumeurs transmises par téléphonie mobile, cette étude suggère aussi d'élargir la compréhension de termes tels que « le politique », « controverses politiques » et « participation » dans la Chine contemporaine. L'omniprésence croissante des technologies de communication numérique incite à établir des frontières claires entre sphère publique et privée, et entre « la politique » et d'autres aspects de la vie des gens qui s'estompent et même disparaissent (par ex., Bimber, Flanagin, Stohl, 2005 ; van Deth, 2014). Dans ce

contexte, van Deth (2014, p. 362-363) propose de permettre aux citoyens de définir non seulement ce qu'est la « participation », mais également ce qui est considéré comme « la politique » et « le politique ». En particulier, il observe la montée de modes de participation « créatifs », « expressifs », « personnalisés » et « individualisés » dans la vie quotidienne. Dans le cas de la Chine contemporaine, si la recherche actuelle a permis des débats fructueux sur le rôle politique des technologies de communication numérique, elle s'appuie largement sur une approche basée sur des controverses politiques, par exemple des études sur « les incidents de masse sur Internet », « les nouveaux événements médiatiques » « les incidents sur Internet », « les événements sur Internet » et « les incidents de masse en ligne » (par ex. Esarey, Xiao, 2011 ; Jiang, 2015 ; Qiu, Chan, 2011 ; Rauchfleisch, Schäfer, 2014). La prolifération des rumeurs – et par conséquent les interrogations qui en découlent – nous permet de regarder au-delà de ces moments de controverse pour enquêter dans les controverses (potentielles) de la vie quotidienne : comment l'expérience vécue, ou les « structures du sentiment » (Williams, 1961, p. 133-134) – comme la suspicion, la méfiance, la colère, l'amertume, le mécontentement et la rancœur contre le régime autoritaire établi – qui résident dans les moments ordinaires, mais qui représentent un ensemble commun de perceptions et de valeurs partagées par des groupes sociaux, initient, mobilisent, s'accumulent et soutiennent un pouvoir de résistance chargé de sentiments contradictoires, émergeant ensuite comme une stratégie facilitant l'action collective (par ex. la communication alternative) contre les autorités (pour aller plus loin, voir Liu, 2016b). En ce sens, la prolifération des rumeurs par le biais des technologies de communication numérique devrait être comprise comme une prise de position contre le discours hégémonique et la répression opérée par les autorités. Dans la Chine contemporaine, faire suivre une rumeur constitue ainsi une forme de participation politique incarnant un contre-pouvoir contre le régime autoritaire.

L'auteur a bénéficié du soutien financier des fondations Carlsberg (numéro de subvention CF14-0385) et SC Van Fonden (numéros de référence 1267 et 1503) pour mener cette étude.

Bibliographie

- Abrams S., 2010, « China net censorship and rumor mongering », *China Hearsay*, 25 février 2010, <http://www.chinahearsay.com/china-net-censorship-and-rumor-mongering/> (accès le 25/02/2017).
- Allport G. W., Postman L. J., 1947, *The Psychology of Rumor*, New York, Henry Holt.
- Anonyme, 2010, « Xinjiang Internet Restored after 10 Months », *Far West China*, <http://www.farwestchina.com/2010/05/xinjiang-internetrestored-after-10-months.html> (accès le 04/11/2011).
- Bai Y., 2010, « An analysis of the spread of Internet rumors from the approach of dynamics » [网络流言传播的动力学机制分析], *Journalism & Communication* [新闻与传播研究], 5, p. 91-96.
- BBC, 2011, « China Protest Closes Toxic Chemical Plant in Dalian », *BBC News*, 14 août 2011, <http://www.bbc.co.uk/news/world-asia-pacific-14520438> (accès le 14/08/2011).
- Beijing Daily Messenger, 2003, « Rumor Mongering will Get You Sent to Jail, Forwarding SMS Rumor on SARS also Breaks the Law » [造谣可被判刑 短信转发非典谣言也属违法], *Beijing Daily Messenger* [北京娱乐信报], 19 mai 2003, <http://www.china.com.cn/chinese/law/331756.htm> (accès le 09/07/2012).

- Berenson B., 1952, *Rumor and Reflection*, New York, Simon and Schuster.
- Berker T., Hartmann M., Punie Y. (dir.), 2006, *Domestication of Media and Technology*, Maidenhead, Open University Press.
- Bimber B., Flanagin A. J., Stohl C., 2005, « Reconceptualizing Collective Action in the Contemporary Media Environment », *Communication Theory*, 15 (4), p. 365-388.
- Bordia P., DiFonzo N., 2002, « When Social Psychology Became Less Social: Prasad and the history of rumor research », *Asian Journal of Social Psychology*, 5 (1), p. 49-61.
- Branigan T., 2012, « China Cut Off Internet in Area of Tibetan Unrest », *The Guardian*, 3 février 2012, <http://www.guardian.co.uk/world/2012/feb/03/china-internet-links-tibetan-unrest> (accès le 05/02/2012).
- Branigan T., 2014, « China Intensifies Crackdown on Social Media With Curbs on Instant Messaging », *The Guardian*, 7 août 2014, <https://www.theguardian.com/world/2014/aug/07/china-intensifies-social-media-crackdown-curbs-instant-messaging> (accès le 08/02/2016).
- Bristow M., 2012, « Chongqing Policeman Wang Lijun “Holiday” Sparks Rumours », *BBC News*, 8 février 2012, <http://www.bbc.co.uk/news/world-asia-china-16940146> (accès le 08/02/2012).
- Buxi, 2008, « Weng'an Riots: How the State Media Hurts China », *Fool's Mountain*, 2 juillet 2008, <http://blog.foolsmountain.com/2008/07/02/wengan-how-the-state-media-hurts-china/> (accès le 02/11/2008).
- Castells M., 2010, *The Power of Identity*, 2^e éd., Londres, Blackwell.
- Chen H., Lu Y. K., Suen W., 2016, « The Power of Whispers: A Theory of Rumor, Communication, and Revolution », *International Economic Review*, 57 (1), p. 89-116.
- Chen H., Pan S., 2006, « Investigation on the Death of Female Teacher in Rui'an: Depression Leads to Suicide From a Height » [瑞安女教师坠楼事件调查: 抑郁症引发跳楼自杀], *Wenzhou Metropolitan Daily* [温州都市报], 8 septembre 2006.
- Chen Y., 2011, « Give Online Rumor Spreaders a Fierce Head-On Attack » [对网络造谣传谣者就应当“迎头痛击”], *People's Daily*, <http://opinion.people.com.cn/GB/16456190.html> (accès le 17/01/2012).
- China Daily, 2010, « Special Issue on Earthquake Bureau Refusing the Earthquake Rumors » [地震局辟谣专题], *China Daily*, <http://www.chinadaily.com.cn/micro-reading/mfeed/hotwords/20100415902.html> (accès le 17/07/2012).
- China Daily, 2014, « Stop Rumors Spreading via WeChat », *China Daily*, http://europe.chinadaily.com.cn/opinion/2014-08/08/content_18270359.htm (accès le 10/12/2016).
- Christensen K., Levinson D., 2003, « Guanxi », in K. Christensen, D. Levinson (dir.), *Encyclopedia of Community*, Londres, Sage, p. 572-574.

- DiFonzo N., Bordia P., 2007a, « Trust and Organizational Rumor Transmission », in N. DiFonzo, P. Bordia (dir.), *Rumor Psychology: Social and Organizational Approaches*, Washington DC, American Psychological Association.
- DiFonzo N., Bordia P. (dir.), 2007b, *Rumor Psychology: Social and Organizational Approaches*, 1^{re} éd., Washington DC, American Psychological Association.
- Ding B., 2008, « Weng'an, an Unpeaceful County City » [瓮安, 不安的县城], *Southern Weekend* [南方周末], 10 juillet 2008, p. A1.
- Donovan P., 2007, « How Idle is Idle Talk? One hundred years of rumor research », *Diogenes*, 54 (1), p. 59-82.
- Endeshaw A., 2004, « Internet Regulation in China », *Information & Communications Technology Law*, 13 (1), p. 41-57.
- Esarey A., Xiao Q., 2011, « Digital Communication and Political Change in China », *International Journal of Communication*, 5, p. 298-319.
- Fisher D. R., 1998, « Rumoring Theory and the Internet: A framework for analyzing the grass roots », *Social Science Computer Review*, 16 (2), p. 158-168.
- Fleub M. L. D., 1962, « Mass Communication and the Study of Rumor », *Sociological Inquiry*, 32 (1), p. 51-70.
- Gao H., 2012, « Rumor, Lies, and Weibo: How Social Media is Changing the Nature of Truth in China », *The Atlantic*, 16 avril 2012, <http://www.theatlantic.com/international/archive/2012/04/rumor-lies-and-weibo-how-social-media-is-changing-the-nature-of-truth-in-china/255916/> (accès le 10/12/2016).
- Garrett R. K., 2011, « Troubling Consequences of Online political Rumoring », *Human Communication Research*, 37 (2), p. 255-274.
- Guan X., Xiao J., Gong Y., Yao X., 2016, « Voice of Reason Becomes Stronger When Facing Rumors », *People's Daily* [人民日报], 21 janvier 2016, p. 12.
- Guizhou Daily, 2008, « I Am Not Dead Yet » [我还没死], *Guizhou Daily*, 2 juillet 2008, http://www.china.com.cn/news/txt/2008-07/02/content_15921448.htm (accès le 12/06/2017).
- Han F., 2011, « Zengcheng Riot Under Control, 19 Arrested », *Global Times*, 18 juin 2011, <http://www.globaltimes.cn/content/662133.shtml> (accès le 12/06/2017).
- Han F., Lu H., 2007, « Xiamen Bureau of Public Security Urges Residents to Distrust Rumors » [厦门公安局呼吁勿信谣言 对违法行为严肃处理], *Southern Metropolis Daily* [南方都市报], 2 juin 2007.
- Harsin J., 2006, « The Rumour Bomb: Theorising the convergence of new and old trends in mediated US politics », *Southern Review: Communication, Politics & Culture*, 39 (1), p. 84-110.
- He Z., 2008, « SMS in China: A Major Carrier of the Nonofficial Discourse Universe », *The Information Society*, 24 (3), p. 182-190.
- Hu Y., 2011, « “Rumor Denial” Does Not Have Legitimacy Naturally » [“辟谣”并不天然具有正当性], *Time Weekly* [时代周报], 11 août 2011, <http://www.time-weekly.com/story/2011-08-11/117958.html> (accès le 01/06/2012).

Huang Z., 2008, « Chengdu People Walk to Express Environmental Concerns », *China Daily*, 6 mai 2008, p. 4.

Jensen K. B., 2010, *Media Convergence: The three degrees of network, mass, and interpersonal communication*, Londres/New York, Routledge.

Jiang M., 2015, « Chinese Internet Events » [Wang luo shi jian], in A. Esarey, R. Kluver (dir.), *The Internet in China: Cultural, Political, and Social Dimensions (1980s-2000s)*, Great Barrington (MA), Berkshire Publishing, p. 211-218.

Kapferer J.-N., 1990, *Rumors: Uses, interpretations, and images*, New Brunswick (NJ), Transaction Publishers.

Katz J. E., Aakhus M., 2002, *Perpetual Contact: Mobile communication, private talk, public performance*, Cambridge, Cambridge University Press.

Kleinman A., Watson J. L., 2006, *SARS in China: Prelude to pandemic?*, Stanford, Stanford University Press.

Knapp R. H., 1944, « A Psychology of Rumor », *Public Opinion Quarterly*, 8 (1), p. 22-37.

Kolbert E., 2009, « The Things People Say: Rumors in an age of unreason », *The New Yorker*, 2 novembre 2009,
http://www.newyorker.com/arts/critics/books/2009/11/02/091102crbo_books_kolbert (accès le 08/06/2012).

Kurtenbach E., 2008, « Shanghai Residents Protest Maglev Train », *USA Today*, 14 janvier 2008,
http://www.usatoday.com/news/world/2008-01-14-3865316371_x.htm (accès le 08/06/2012).

Kwon K. H., Bang C. C., Egnoto M., Rao H. R., 2016, « Social Media Rumors as Improvised Public Opinion: semantic network analyses of twitter discourses during Korean saber rattling 2013 », *Asian Journal of Communication*, 26 (3), p. 201-222.

Larson C., 2011, « The People's Republic of Rumors », *Foreign Policy*, 8 juillet 2011,
http://www.foreignpolicy.com/articles/2011/07/08/the_peoples_republic_of_rumors (accès le 09/06/2012).

Li J., Zhao X., 2010, « Why People Trust the Rumors About Earthquake and Acid Rains » [面对地震酸雨谣言，人们为什么都轻易相信呢？], *Nanfang Daily* [南方日报], 29 avril 2010.

Li R., 2005, « The Reflection of Social Change: A study of the rumor of "Hairy Man and Water Monster" in 1950s » [社会变迁的折射：毛人水怪谣言初探], *Sociological Studies* [社会学研究], 5, p. 182-201.

Li R., 2011, « How Does a Rumor Come About? A re-analysis of the rumor of "Hairy Men" and "Water Monsters" » [谣言的建构："毛人水怪"谣言再分析], *Open Times* [开放时代], 3, p. 105-125.

Lin Y., 2011, « First Hand Accounts of "Escape" in Xiangshui » [响水"逃亡"实录], *China Youth Daily* [中国青年报], 16 février 2011, p. 9.

Ling R. S., 2004, *The Mobile Connection: The cell phone's impact on society*, San Francisco, Morgan Kaufmann.

- Ling R. S., 2008, *New Tech, New Ties: How mobile communication is reshaping social cohesion*, Cambridge, MIT Press.
- Ling R. S., Campbell S. W., 2009, *The Reconstruction of Space and Time: Mobile communication practices*, New Brunswick, Transaction Publishers.
- Liu J., 2010, « Mobile Social Network in a Cultural Context », in E. Canessa, M. Zennar (dir.), *m-Science: Sensing, Computing and Dissemination*, Trieste, The Abdus Salam International Centre for Theoretical Physics (ICTP).
- Liu J., 2015, « Communicating Beyond Information? Mobile phones and mobilization to offline protests in China », *Television & New Media*, 16 (6), p. 503-520.
- Liu J., 2016a, « From “Moments of Madness” to “the Politics of Mundanity”. Researching Digital Media and Contentious Collective Actions in China », *Social Movement Studies*, <http://dx.doi.org/10.1080/14742837.2016.1192027> (accès le 12/06/2017).
- Liu J., 2016b, « Mobile Phones, Social Ties, and Collective Action Mobilization in China », *Acta Sociologica*, <http://dx.doi.org/10.1177/0001699316660596> (accès le 12/06/2017).
- Lv M., Wang N., 2010, « Shanxi: Dispelling “Earthquake Rumors”, Wiping off Public Panic » [山西：澄清“地震谣言”消除公众恐慌情绪], *Xinhuanet*, 21 février 2010, http://news.xinhuanet.com/society/2010-02/21/content_13020662.htm (accès le 01/03/2010).
- Ma J., 2008, « Weng'an Officials Organize Teachers to Dispel Online Rumors and Provide “Full Company” during Interviews » [瓮安组织老师网上反击谣言 当事人受访官员全陪], *Youth Weekend* [青年周末], 17 juillet 2008, p. A12.
- Ma R., 2008, « Spread of SARS and War-Related Rumors through New Media in China », *Communication Quarterly*, 56 (4), p. 376-391.
- MacKenzie D. A., Wajcman J., 1985, *The Social Shaping of Technology: How the refrigerator got its hum*, Philadelphie, Open University Press.
- Miller D. E., 2005, « Rumor: An examination of some stereotypes », *Symbolic Interaction*, 28 (4), p. 505-519.
- Ministry of Public Security (China), 1988, *The Announcement on Debunking and Clarification of Rumors in Time* [公安部关于及时揭露制止谣言的通知], <http://chinabaike.com/law/zy/bw/gw/gab/1341609.html> (accès le 20/06/2017).
- Morin E., 1971, *Rumour in Orléans*, New York, Pantheon Books.
- Ng J. Q., 2015, « Politics, Rumors, and Ambiguity: Tracking Censorship on WeChat's Public Accounts Platform », *Citizen Lab Reports and Research Briefs*, 20 juillet 2015, <https://citizenlab.org/2015/07/tracking-censorship-on-wechat-public-accounts-platform/> (accès le 10/12/2016).
- Pan P. P., 2008, *Out of Mao's Shadow: The struggle for the soul of a new China*, New York, Simon & Schuster.
- Pei M., 2016, « China's Rule of Fear », *Project Syndicate*, 8 février 2016, <https://www.project-syndicate.org/commentary/china-fear-bureaucratic-paralysis-by-minxin-pei-2016-02?barrier=true> (accès le 10/12/2016).

- Prasad J., 1935, « The Psychology of Rumour: A study relating to the great Indian earthquake of 1934 », *British Journal of Psychology*, 26 (1), p. 1-15.
- Pendleton C., 1998, « Rumor Research Revisited and Expanded », *Language & Communication*, 1 (18), p. 69-86.
- Peterson W., Gist N., 1951, « Rumor and Public Opinion », *American Journal of Sociology*, 57 (2), p. 159-167.
- Qiu J. L., Chan J. M. (dir.), 2011, *New Media Events Research* [新媒体事件研究], Pékin, Renmin University Press.
- Radio Free Asia, 2011, « Petitioners Attacked and Beaten », *Radio Free Asia*, 22 mars 2011, <http://www.rfa.org/english/news/china/attacked-03222011171620.html> (accès le 05/05/2011).
- Rauchfleisch A., Schäfer M. S., 2015, « Multiple Public Spheres of Weibo: a typology of forms and potentials of online public spheres in China », *Information, Communication & Society*, 18 (2), p. 139-155.
- Ren S., 2011, « Maintain Stability by Each Person » [维护稳定从每个人做起], *Beijing Daily* [北京日报], 6 mars 2011, p. 1.
- Reuters, 2012, « China's Top Tibet Official Orders Tighter Control of Internet », *The Times of India*, 1^{er} mars 2012, http://articles.timesofindia.indiatimes.com/2012-03-01/china/31113438_1_zhang-qingli-woeser-tibet-daily (accès le 01/03/2012).
- Rosnow R. L., 1980, « Psychology of Rumor Reconsidered », *Psychological Bulletin*, 87 (3), p. 578-591.
- Rosnow R. L., 1988, « Rumor as Communication: A contextualist approach », *Journal of Communication*, 38 (1), p. 12-28.
- Rosnow R.L., Fine G.A., 1976, *Rumor and Gossip: The social psychology of hearsay*, New York, Elsevier.
- Salganik M. J., Douglas D. H., 2004, « Sampling and Estimation in Hidden Populations Using Respondent-Driven Sampling », *Sociological Methodology*, 34 (1), p. 193-239.
- Scott J. C., 1985, *Weapons of the Weak: Everyday forms of peasant resistance*, New Haven, Yale University Press.
- Shibutani T., 1966, *Improvised News: A sociological study of rumor*, Indianapolis, Bobbs-Merrill.
- Shirky C., 2011, « The Political Power of Social Media », *Foreign Affairs*, n° de janvier-février 2011, <http://www.foreignaffairs.com/articles/67038/clay-shirky/the-political-power-of-social-media> (accès le 08/07/2012).
- Shu T., 2009, « Rethinking Weng'an Incident » [瓮安事件再检讨], *Sina.com*, 23 mars 2009, <http://news.sina.com.cn/c/sd/2009-03-23/143117464065.shtml> (accès le 01/06/2012).
- Smith S. A., 2006, « Talking Toads and Chinless Ghosts: The Politics of "Superstitious" Rumors in the People's Republic of China, 1961-1965 », *American Historical Review*, 111 (2), p. 405-427.

Smith S. A., 2008, « Fear and Rumour in the People's Republic of China in the 1950s », *Cultural and Social History*, 5 (3), p. 269-288.

Solove D. J., 2007, *The Future of Reputation: Gossip, rumor, and privacy on the Internet*, New Haven, Yale University Press.

Sunstein C. R., 2009, *On Rumors: How falsehoods spread, why we believe them, what can be done*, Londres, Allen Lane.

Tai Z., Sun T., 2011, « The Rumouring of SARS During the 2003 Epidemic in China », *Sociology of Health & Illness*, 33 (5), p. 677-693.

The Standing Committee of the National People's Congress, 2005, *Law of the People's Republic of China on Penalties for Administration of Public Security*, <https://www.cecc.gov/resources/legal-provisions/public-security-administration-punishment-law-chinese-text> (accès le 20/06/2017).

The Sun, 2007, « Anti-PX Scholar Under Pressure, Changes Direction To Support Suspension of Construction » [反 PX 学者受压 转舵挺缓建], *The Sun* [太阳报], 3 juin 2007, http://the-sun.on.cc/cgi-bin/hotnews2.cgi?a=news&b=20070603&c=20070603030248_0000.html (accès le 07/05/2012).

Van Deth J. W., 2014, « A Conceptual Map of Political Participation », *Acta Politica*, 49 (3), p. 349-367.

Wang Q., Sun R., 2010, « Rumors Lead to Earthquake Panic in Shanxi », *China Daily*, 22 février 2010, http://www.chinadaily.com.cn/china/2010-02/22/content_9481564.htm (accès le 08/05/2012).

Weinberg B. D., Pehlivan E., 2011, « Social Spending: Managing the social media mix », *Business Horizons*, 54 (3), p. 275-282.

Williams R., 1961, *The Long Revolution*, Londres, Hogarth Press.

Williams R., Edge D., 1996, « The Social Shaping of Technology », *Research Policy*, 25, p. 856-899, http://reference.kfupm.edu.sa/content/s/o/the_social_shaping_of_technology_66915.pdf (accès le 05/06/2012).

Winner L., 1986, *The Whale and The Reactor: A search for limits in an age of high technology*, Chicago, University of Chicago Press.

Wu Z., 2011, « China's Salt Frenzy Leaves Aftertaste », *Asia Times*, 23 mars 2011, <http://www.atimes.com/atimes/China/MC23Ad01.html> (accès le 04/03/2012).

Xia Z., 2007, « Don't forget the pain once the wound is healed » [别好了伤疤忘了疼], *Xiamen Daily* [厦门日报], 4 juin 2007, p. 2.

Xiang M., 2011, « 83.2 % of Interviewees Agree That There are a Lot of Rumors in Society » [83.2 %受访者确认现在社会谣言很多], *China Youth Daily* [中国青年报], 8 septembre 2011, p. 7.

Xinhua, 2008, « Commentary: Public grievances should be channeled not suppressed », *Xinhuanet*, 8 juillet 2008, http://news.xinhuanet.com/english/2008-07/08/content_8512767.htm (accès le 08/07/2009).

Xinhua, 2011, « Blast Rumor Raises Public Safety Concern », *China.org.cn*, 13 février 2011, http://www.china.org.cn/china/2011-02/13/content_21911246.htm (accès le 15/02/2011).

Yang M. H., 1994, *Gifts, Favors, and Banquets*, Ithaca (NY), Cornell University Press.

Yiyin, 2011, « Where Does the Odd Thought that “to Believe in the Rumor, Rather than Government’s Words” Come From? » [« 宁信谣言也不信官员 »的怪思维从何产生?], *People’s Daily*, <http://opinion.people.com.cn/GB/13900781.html> (accès le 14/02/2012).

Young B., 2011, « Rumors, Mass Media and National Values: Discourse analysis on AIDS discourses from 2003 to 2009 in the mainland of China », *Communication & Society* [传播与社会学刊], 16, p. 163-192.

Yu H., 2011, « The Spirit of May 35th », *The International Herald Tribune*, 24 juin 2011, <http://www.nytimes.com/2011/06/24/opinion/global/24iht-june24-ihmag-hua-28.html> (accès le 16/06/2017).

Yu J., 2008, « A Review of Anger-Venting Mass Incident » [社会泄愤事件反思], *South Wind View* [南风窗], 15, p. 20-22.

Yu S., 2010, « Half of the Entire Province has been Awash in Rumor within Two Hours » [山西地震谣言曾发酵 40 余天 2 小时传遍半个省], *Orient Morning Post*, 25 février 2010, p. A20-21, <http://www.shangbw.com/rexian/201002/25-56374.html> (accès le 08/06/2012).

Zhang J., Zhu Y., Huang L., 2008, « Reporters and Common Folks in Weng’an » [贵州风暴背后隐藏的尖锐矛盾], *Asian Weekly* [亚洲周刊], 22 (27).

Zhang T., 2008, « In Wenchuan Earthquake, Why Science Fails to » [汶川地震, 科学为何没能走到前面?], *Lianhezaobao·Opinion* [联合早报·言论版], 14 mai 2008, <http://yqshcf.blog.163.com/blog/static/23577500200841564736693/> (accès le 07/06/2012).

Zhang Z., 2010, « A Crime in any Other Country as Well », *China Daily*, 3 novembre 2010, p. 9.

Zhao P., Zhou F., Liu W., 2008, « Weng’an Focused on Economy but Neglected Public Opinion, the People won’t Tell the Truth to the Government » [瓮安抓住经济丢掉民意 群众生怨不向政府讲真话], *Outlook Weekly* [瞭望新闻周刊], 12 juillet 2008, <http://news.sohu.com/20080712/n258102527.shtml> (accès le 05/06/2012).

Zhao Y., 2009, *Communication in China: Political economy, power, and conflict*, Lanham, Rowman & Littlefield.

Zheng C., 2011, « Unfounded Rumor Sends Local Crowd into Frenzy », *China Daily*, 13 juin 2011, p. 4

Zhou Y., 2010, « Gossip, Rumour, and Public Narrative of A Child Kidnapping Event in Shenzhen » [伤城记——深圳学童绑架案引发的流言、谣言和都市传说], *Open Times* [开放时代], 12, p. 132-147.

Zhu H., 2007, « Xiamen Calls an Abrupt Halt to the PX Project to Deal with the Public Crisis » [百亿化工项目引发剧毒传闻 厦门果断叫停应对公共危机], *Southern Weekend* [南方周末], 30 mai 2007, p. A1.

Žižek S., 2011, « Good Manners in the Age of WikiLeaks », *London Review of Books*, 33 (2), p. 9-10, <http://www.lrb.co.uk/v33/n02/slavoj-zizek/good-manners-in-the-age-of-wikileaks> (accès le 06/06/2012).

Abstract – Rumor, Mobile, Participation, and Resistance in Contemporary China

This study examines the characteristics and nature of rumor via mobile communication in contemporary China. By focusing on six concrete case studies with 50+ in-depth interviews, this study observes that mobile phone-mediated rumor has evolved into a special form of popular resistance at the grassroots level. The low-cost and user-friendly mobile device lowers the average protest threshold, creating an unprecedented opportunity for people, especially those without complicated communication skills, to organize, coordinate, or participate in resistance. The mutual visibility through guanxi-embedded mobile network greatly increases both credibility of information and sense of security for participation. Additionally, the synchronous mobile communication accumulates rumor discourse into resistance in a very short time. As a new kind of contentious politics, rumor dissemination via mobile phones show the opposition to government censorship and control of communications, and most important, the resistance against the use of the accusation of “rumor” by authorities to stifle any different voices. By using the case of mobile rumors, this study also suggests to broaden the understanding of (political) participation in contemporary China.

Keywords China, Participation, Rumors, Mobile Phones, Protest.

Jun Liu est maître de conférences au Département média, connaissance et communication et au Centre de communication et d’informatique de l’Université de Copenhague au Danemark. Ses domaines de recherche sont la communication, l’information, les technologies de l’information et la sociologie politique. Il a publié des articles dans *Mass Communication & Society*, *Social Movement Studies*, *Television & New Media*, et *Acta Sociologica*, entre autres revues. Il a obtenu plusieurs distinctions, dont le prix de thèse de la section technologie et politique de l’Association américaine de science politique en 2014, et le prix de la meilleure conférence à la préconférence mobile de l’Association internationale de communication en 2014.

Mots clés Chine, participation, rumeurs, téléphones portables, mouvements sociaux.